

Jean-Claude Juncker

Président de la Commission européenne

**Intervention pour l'ouverture de la
COP21**

Paris, 30 novembre 2015

Monsieur le Président de la République française, Cher François, Mesdames et Messieurs les chefs d'Etats ou de gouvernement, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs, chers amis,

Je voudrais tout d'abord redire ici toute ma solidarité aux autorités françaises, aux Parisiens et à tous les Français. Et rendre aussi hommage à leur capacité de résilience.

J'ai lu et entendu de multiples témoignages de cette volonté, plus forte que tout, de continuer à vivre ensemble et libres.

Je pense par exemple à cet homme disant à l'intention des terroristes responsables de la mort de sa femme, la mère de leur enfant: "*Nous allons jouer comme tous les jours et toute sa vie ce petit garçon vous fera l'affront d'être heureux et libre.*"

Assurer, quoi qu'il arrive, le bonheur d'un enfant c'est la responsabilité d'un père.

Assurer un monde stable pour des millions d'enfants à travers le monde c'est notre responsabilité de dirigeants politiques.

[Prévenir les risques d'instabilité]

Les changements climatiques redessinent notre planète et amplifient des risques d'instabilité: insécurité alimentaire, problèmes d'approvisionnement en eau, propagation de

maladies infantiles, pauvreté. Ils peuvent déstabiliser des régions entières et être à l'origine de migrations forcées massives et de conflits pour l'accès aux ressources.

Nous ne pourrons pas dire aux générations futures que nous ne savions pas. Parce que tout cela nous le voyons déjà à l'œuvre.

Nous connaissons les menaces, nous pouvons les prévenir.

C'est une question de volonté politique et d'action. Et c'est tout l'enjeu de cette conférence.

[De nouvelles sources de croissance]

Nous devons et pouvons léguer aux jeunes d'Afrique, des Amériques, d'Asie, d'Océanie et d'Europe, un monde plus stable et un environnement plus sain, des sociétés plus justes et des économies plus prospères.

Et ce n'est pas un doux rêve d'illuminé. C'est une réalité qui est à portée de main.

En Europe, en 2007, nous avons décidé de réduire de 20% nos émissions de CO₂ d'ici à 2020, comparé à 1990. Elles ont déjà chuté de 23% alors que le produit intérieur brut a augmenté de 46%. Nous visons maintenant une réduction des émissions d'au-moins 40 % d'ici à 2030.

Les villes européennes et, en fer de lance, des entreprises innovantes ouvrent la voie en matière d'efficacité énergétique et de développement d'énergies renouvelables.

La transition énergétique dessine un monde nouveau, un monde sobre en carbone et riche en opportunités pour de nouveaux emplois; une meilleure qualité de vie; une compétitivité économique accrue et une plus grande sécurité énergétique.

Une évolution similaire vers une nouvelle économie est en marche à travers le monde. Nous devons l'accélérer. Parce que l'horloge tourne de plus en plus vite. Il nous faudrait au moins 4 planètes pour maintenir notre façon actuelle de vivre, produire et consommer. Nous n'en avons qu'une.

Alors nous devons nous organiser autrement. Et notre chance c'est que si les ressources de ce monde sont épuisables; la créativité humaine est inépuisable.

[Pour une réponse mondiale solidaire, durable et vérifiable]

La transition ne sera pas facile pour tous. Il faut s'entraider. En 2014, l'Europe a affecté 14,5 milliards d'euros pour l'action climatique dans les pays en développement. Nous poursuivrons sur cette voie et nous ferons plus dans les années à venir. Pour la période 2014-2020, au moins 20 % du budget de l'Union européenne, y compris celui pour le développement, sera

consacré à l'action pour le climat. Nous confirmons donc notre rôle de premier plan en matière de financement de la lutte contre le changement climatique. Je suis confiant que nous ne serons pas les seuls à le faire aujourd'hui.

Une nouvelle dynamique mondiale est là. Les contributions sont nombreuses et elles doivent venir de tous. Toutefois le compte n'y est pas encore pour limiter à au moins 2 degrés le réchauffement climatique.

Et de belles promesses ne suffiront pas. Il nous faut un accord contraignant, solide, durable, traduisant une vision sur le long terme d'une économie neutre en carbone, et dont la mise en œuvre sera suivie périodiquement et adaptée pour augmenter le niveau d'ambition si nécessaire.

Chaque jour, nos citoyens, nos entreprises, petites et grandes, nos sociétés civiles font de la transition énergétique une réalité. Pour que leurs efforts portent loin, ils ont besoin de cet accord solidaire et responsable. Nous devons le leur donner, ici et maintenant, à Paris.

C'est notre humanité commune qui est en jeu.